IF .

- 1 -

L. 9032/1.

Coordination.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT .

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre, Adjoint aux Finances, le 12 septembre 1964, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relative aux pensions de retraite et de survie à charge des pouvoirs publics et de certains organismes publics ou d'intérêt public", a donné le 14 octobre 1964 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 12e september 1964 door de Minister , Adjunct voor Financiën, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet"betreffende de rust- en overlevingspensioenen, ten laste van de openbare machten en van zekere openbare organismen of organismen van openbaar nut",heeft de 14e oktober 1964 het volgend advies gegeven :

28 XI 64

Le projet tend à donner une solution à certains problèmes que soulèvent, en matière de pensions, des titulaires de fonctions publiques qui ont eu une carrière mixte. Il complète les mesures proposées en ce domaine par le projet de loi établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur public et ceux du secteur privé que le Gouvernement a déposé le 12 juin 1964 et sur lequel le Conseil d'Etat a donné son avis le 5 mars 1964 (Sénat, session de 1963-1964 - Document n° 279).

L'objet principal du projet déposé au Sénat le 12 juin 1964 est de régler la pension des personnes dont la carrière s'est accomplie, en partie, sous le régime de la pension du secteur privé et, en partie, sous le régime de la pension du secteur public. Le projet actuel règle d'autres problèmes de pension : ceux que posent, en ce qui concerne les pensions de retraite et les pensions de survie, les personnes qui ont poursuivi toute leur carrière dans le secteur public, mais en passant du service d'une autorité administrative dont le personnel est soumis à un régime de pension du secteur public au service d'une autre autorité administrative dont le personnel est soumis à un autre régime de pension du secteur public. Dans de nombreux cas, ces personnes ne peuvent pas faire compter pour leur pension, les services administratifs qu'elles ont accomplis sous un régime de pension autre que celui auquel elles étaient soumises au moment de leur mise à la retraite.

.../...

Le projet prévoit que, sous certaines conditions, les services administratifs accomplis sous un régime de pension du secteur public seront pris en considération pour le calcul de la pension soumise à un autre régime du secteur public. Afin de faire mieux apparaître que le projet actuel complète une oeuvre commencée par le projet de loi établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur public et ceux du secteur privé, il est proposé de rédiger l'intitulé du projet actuel de la façon suivante :

"Projet de loi établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public".

\+

\+ \+

En complétant les divers régimes de pensions du secteur public, le projet a incontestablement le mérite de combler une lacune de ces régimes. C'est avec raison que l'exposé des motifs déclare que l'état de choses actuel "évidemment regrettable découle de l'indépendance des régimes de pensions les uns par rapport aux autres". On doit cependant constater que la technique employée pour atteindre ce but n'est pas heureuse. A l'exception de la disposition contenue à son article 23, le projet établit, en effet, des relations entre divers régimes de pensions sans modifier expressément les textes qui établissent ces régimes.

.../...

Les conditions qui sont mises à l'octroi des pensions dans un régime déterminé se trouveront donc, à la fois, dans les textes propres à ce régime de pensions et dans la loi actuellement en projet. Les textes relatifs à ce régime de pensions ne seront donc pas mis à jour par l'insertion des nouvelles règles.

Cette façon de légiférer devrait être évitée ou, tout au moins, devrait être suivie d'une refonte des diverses dispositions en vigueur . C'est principalement dans le domaine des pensions du personnel de l'Etat qu'apparaît l'utilité d'une nouvelle rédaction des dispositions légales.

Ces dispositions se trouvent, en effet, dans plusieurs lois distinctes, ce qui rend leur consultation malaisée. Il serait souhaitable que l'ensemble de cette législation fasse l'objet d'une nouvelle rédaction, ce qui permettrait d'en préciser certaines règles.

\+

\+ \+

Article 1er.

Aux termes de cet article, le projet s'appliquera aux pensions "qui sont accordées en application d'un régime statutaire... ".

Par souci de concordance avec le projet actuellement soumis au Sénat, il serait préférable de substituer aux mots "régime statutaire" l'expression "régime de pension du secteur public", qui est employée dans le susdit projet.

.../..

La phrase liminaire de l'article 1er pourrait, dès lors, être rédigée de la façon suivante :

"La présente loi s'applique aux pensions de retraite et de survie qui sont accordées en application d'un régime de pension du secteur public et qui sont à charge : ...".

+

L'article 1er, littera a', dispose que le projet s'appliquera aux pensions qui sont à charge "du Trésor public ou de la Caisse des ouvriers de l'Etat". Il résulte des explications données par le délégué du Ministre que le Gouvernement n'a pas l'intention de rendre le projet applicable aux pensions payées au personnel d'Afrique qui jouissait de la garantie de l'Etat belge en vertu de la loi du 14 mars 1960 et des lois coordonnées du 21 mai 1964.

En conséquence, il convient d'ajouter à l'article 1er un alinéa rédigé comme suit :

"La présente loi ne s'applique pas aux pensions de retraite et de survie des membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique".

+

+ +

.../...

Au littera e , les mots "le statut de pensions" devraient être remplacés par les mots "le régime de pension".

Ce littera prévoit que l'arrêté royal sera pris "sur avis de l'organisme en cause", c'est-à-dire de l'organisme public ou de l'organisme d'intérêt public. Il conviendrait de préciser que cet avis sera donné par l'organe de gestion de l'organisme en cause.

\+

\+ +

Articles 2 et 3.

A l'article 2, alinéa ler, les mots "visés à l'article ler" devraient être remplacés par les mots "mentionnés à l'article ler, alinéa ler".

A l'article 2, alinéa 2, les mots "régime statutaire" devraient être remplacés par les mots "régime de pension du secteur public".

La troisième phrase de l'article 3 devrait être rédigée comme suit :

"Toutefois les services du chef desquels l'agent a été soumis à un régime géré par d'autres pouvoirs ou organismes sont pris en considération à raison d'un soixantième, par année de service, du montant qui sert de base au calcul de la pension".

\+

\+ +

.../...

Article 4.

Cet article prévoit l'hypothèse où le cumul de plusieurs fonctions publiques prend fin avant la mise à la retraite et où l'une des fonctions exercées simultanément est poursuivie après la fin du cumul. Il ne règle pas le cas des titulaires de fonctions publiques dont le cumul se poursuivrait jusqu'à la mise à la retraite. L'article 5 prévoit ce cas, mais cet article se limite à l'hypothèse où les fonctions cumulées donnent toutes effectivement droit à une pension. Le projet ne prévoit donc pas le cas de la personne dont le cumul ne prend fin qu'à la mise à la retraite et dont l'une des fonctions ne donne pas droit à une pension. Pour combler cette lacune, il est proposé, en accord avec le délégué du Ministre, de rédiger l'article 4 de la façon suivante :

"Si des services prévus à l'article 2 ont été rendus simultanément pendant une certaine période, il n'est tenu compte pour cette période que des services rendus dans la carrière qui donne effectivement à l'intéressé le droit à une pension visée à l'article 1er, alinéa 1er".

\+

\+ \+

Article 5.

L'application de l'article 3 étant liée à l'application de l'article 2, il convient de remplacer les mots "Les dispositions des articles 2 et 4 ne sont pas appliquées" par les mots "Les articles 2 à 4 ne sont pas appliqués".

.../...

La première phrase de l'article 5 concerne la personne qui "peut effectivement prétendre à l'octroi de pensions de retraite distinctes". Il serait préférable de préciser qu'il s'agit de pensions de retraite prévues à l'article 1er, alinéa 1er.

A la seconde phrase, les mots "d'autres pouvoirs ou organismes" ne sont pas clairs. Il résulte des renseignements donnés par le délégué du Ministre, qu'il s'agit des pouvoirs ou des organismes autres que ceux dans lesquels ont été accomplis des services simultanés.

Le projet prévoit le cas de services simultanés qui ont été précédés de services du chef desquels l'intéressé a été soumis à un régime de pensions à charge d'un pouvoir ou d'un organisme autre que ceux dans lesquels ont été accomplis des services simultanés. Il ne prévoit pas le cas de la personne qui, après la cessation de services simultanés, occupe un emploi du chef duquel elle est soumise à un régime de pension à charge d'un pouvoir ou d'un organisme autre que ceux dans lesquels ont été accomplis les services simultanés. Il conviendrait de prévoir ce cas dans une disposition qui constituerait l'alinéa 2 de l'article 5.

Compte tenu des observations qui précèdent, il est proposé de rédiger l'article 5 de la façon suivante :

.../...

"Les articles 2 à 4 ne sont pas appliqués aux services rendus simultanément lorsque, du chef de ces services, l'intéressé a réuni les conditions requises pour l'octroi des pensions de retraite distinctes visées à l'article ler, alinéa ler. Les services antérieures à ces services simultanés et du chef desquels l'intéressé a été soumis à un régime de pension de retraite à charge d'un pouvoir ou d'un organisme autre que ceux dans lesquels ont été accomplis les services simultanés, sont pris en considération pour l'octroi et le calcul d'une pension unique dans celui des régimes applicables aux services simultanés où ils produisent les effets les plus favorables.

Lorsque l'intéressé a accompli des services simultanés du chef desquels il ne peut prétendre effectivement à une pension visée à l'article ler, alinéa ler, et lorsqu'ensuite il a occupé, jusqu'à sa mise à la retraite, un emploi du chef duquel il a été soumis à un régime de pension à charge d'un pouvoir ou d'un organisme autre que ceux dans lesquels ont été accomplis les services simultanés, il est tenu compte pour l'octroi et le calcul de la pension unique de celle des fonctions simultanées dont la prise en considération produit les effets les plus favorables".

L'alinéa 2 de cet article a été rédigé en accord avec le délégué du Ministre.

\+

\+ \+

.../...

Article 6.

Il y aurait lieu de compléter le renvoi à l'article ler en précisant "alinéa ler".

\+

\+ +

Article 7.

Les mots "visés à l'article ler" devraient être remplacés par les mots "mentionnés à l'article ler, alinéa ler".

\+

\+ +

Article 9.

Cet article appelle la même observation que l'article 4. Il est proposé de le rédiger de la façon suivante :

"Si des services ou périodes dont il est question à l'article 7 sont simultanés, il n'est tenu compte, pour cette partie de la carrière, que des services ou périodes afférents à la carrière qui donnent effectivement droit à une pension visée à l'article ler, alinéa ler."

\+

\+ +

.../...

Article 10.

Cet article appelle les mêmes observations que l'article 5. Il est proposé de le rédiger de la façon suivante :

"Les articles 7 à 9 ne sont pas appliqués lorsque les services ou périodes simultanés donnent lieu à l'octroi de pensions visées à l'article ler, alinéa ler. Les services ou périodes antérieurs à ces services ou périodes simultanés, en vertu desquels l'agent a été soumis à un régime de pension de survie à charge d'un pouvoir ou d'un organisme autre que ceux auxquels sont afférents ces services ou périodes simultanés, sont pris en considération pour l'octroi et le calcul d'une pension unique dans celui des régimes applicables aux services ou périodes simultanés où ils produisent les effets les plus favorables.

Lorsque des services ou périodes simultanés ont été suivis de l'occupation d'un emploi du chef duquel l'agent décédé a été soumis à un régime de pension de survie à charge d'un pouvoir ou d'un organisme autre que ceux auxquels sont afférents ces services ou périodes simultanés, il est tenu compte pour l'octroi et le calcul de la pension unique de ceux des services ou périodes simultanés dont la prise en considération produit les effets les plus favorables".

L'alinéa 2 de cet article a été rédigé en accord avec le délégué du Ministre.

\+

\+ \+

.../...

Article 11.

Les mots "visés à l'article ler" devraient être remplacés par les mots "mentionnés à l'article ler, alinéa ler".

Cet article mettra fin, pour les personnes qui pourront bénéficier du projet, au régime actuel qui permet au titulaire d'une fonction publique qui quitte son emploi d'effectuer des versements volontaires à l'organisme qui gère les pensions de survie. Ces versements ne pourront plus être effectués par la personne qui reprend du service dans un emploi qui donne droit à une pension mentionnée à l'article ler du projet (article ler, alinéa ler, dans le texte proposé).

Il résulte des explications fournies par le délégué du Ministre que le Gouvernement n'a pas l'intention de mettre fin aux engagements de versements volontaires souscrits avant l'entrée en vigueur de la loi nouvelle, lorsque l'intéressé aura déjà repris du service avant l'entrée en vigueur de cette loi dans un emploi qui donne droit à une pension mentionnée à l'article ler du projet (article ler, alinéa ler, dans le texte proposé).

Il est donc proposé d'ajouter à l'article 11 un alinéa rédigé de la façon suivante :

"Sont toutefois autorisées à poursuivre les versements mentionnés à l'alinéa ler, les personnes qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, effectuaient des versements et qui sont déjà assujetties, du chef d'une nouvelle activité professionnelle, à un des régimes de pension de survie mentionnés à l'article ler, alinéa ler".

\+

\+ \+

.../...

Article 12.

Il est proposé de remplacer les mots "visés à l'article ler" par les mots "mentionnés à l'article ler, alinéa ler", et les mots "en vertu de l'article 7" par les mots "en vertu du présent chapitre".

\+

\+ \+

Article 15.

Il est proposé de rédiger le second alinéa de la façon suivante :

"Ces arrêtés royaux sont pris sur proposition du Ministre de l'Intérieur lorsqu'ils concernent des fonctions exercées dans les services publics mentionnés à l'article ler, alinéa ler, b , du Ministre qui exerce le contrôle sur l'organisme lorsqu'ils concernent des fonctions exercées dans les organismes mentionnés à l'article ler, alinéa ler, c, d, et e, et sur proposition du Ministre des Finances dans les autres cas".

\+

\+ \+

Article 16.

Il est proposé de remplacer les mots "visés à l'article ler" par les mots "mentionnés à l'article ler, alinéa ler".

\+

\+ \+

.../...

Article 17.

Il est proposé de rédiger le début de l'article de la façon suivante :

"Lorsqu'une personne qui occupait un emploi donnant droit à une pension du secteur public ... ".

Les mots "employeurs publics précédents" devraient être remplacés par "pouvoirs ou organismes qui avaient occupé l'agent antérieurement". In fine, il y aurait lieu d'écrire : "Cet avis est donné avant l'expiration ... (comme au projet) ...".

\+

\+ +

Article 19.

Les mots "visés à l'article ler" devraient être remplacés par les mots "mentionnés à l'article ler, alinéa ler".

\+

\+ +

Article 22.

L'alinéa ler, qui ne peut que rappeler le principe à l'abrogation tacite, peut être omis.

En ce cas, il conviendrait de supprimer le mot "toutefois" à l'alinéa 2.

A l'alinéa 2, il est proposé de remplacer les mots "personne employée sous un statut de service public" par les mots "personne soumise à un régime de pension du secteur public", et les mots "visés à l'article 1er" par les mots "mentionnés à l'article 1er, alinéa 1er".

Article 23.

Il y a lieu de remplacer les mots "12 juillet 1947" par les mots "12 juin 1947".

Het ontwerp bedoelt een aantal pensioensproblemen op te lossen in verband met sommige titularissen van een openbaar ambt die een gemengde loopbaan hebben gehad. Het strekt tot aanvulling van hetgeen voorgesteld is in het op 12 juni 1964 door de Regering ingediende ontwerp van wet tot het leggen van een verband tussen de pensioenregelingen van de openbare en die van de private sector, over welk ontwerp de Raad van State op 5 maart 1964 heeft geadviseerd (Senaat, zitting 1963-1964, gedr. st. nr 279).

Hoofddoel van het op 12 juni 1964 bij de Senaat ingediende wetsontwerp is, te voorzien in het pensioen van hen die hun loopbaan deels onder de pensioenregeling van de private, deels onder de pensioenregeling van de openbare sector hebben volbracht. Het tegenwoordige ontwerp wil andere pensioensproblemen oplossen, de problemen namelijk die zich inzake rust- en overlevingspensioenen voordoen voor hen die wel hun hele loopbaan door in de openbare sector hebben gewerkt maar die van een administratieve overheid wier personeel onder een bepaalde pensioenregeling van de openbare sector staat, zijn overgegaan naar een andere, wier personeel ook aan een andere regeling uit die sector is onderworpen. In vele gevallen immers kunnen de betrokkenen de administratieve diensten welke zij hebben verstrekt onder een andere pensioenregeling dan die waaraan ze bij hun inrustestelling onderworpen waren, niet voor hun pensioen doen meetellen.

Het ontwerp bepaalt, dat administratieve diensten die onder een pensioenregeling van de openbare sector zijn gepresteerd, onder bepaalde voorwaarden in

.../...

aanmerking komen voor de berekening van het pensioen waarvoor een andere regeling uit die sector geldt. Om beter te doen uitkomen, dat het ontwerp aansluit bij hetgeen is ondernomen met het ontwerp van wet tot het leggen van een verband tussen de pensioenregelingen van de openbare en die van de private sector, stelle men het opschrift zó :

"Ontwerp van wet tot het leggen van een verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector".

\+

\+ \+

Waar het de verschillende pensioenregelingen van de openbare sector aanvult, heeft het ontwerp onmiskenbaar de verdienste, in een leemte te voorzien. Terecht verklaart de memorie van toelichting "dat deze vanzelfsprekend betreurenswaardige toestand voortvloeit uit de zelfstandigheid van de pensioenstelsels, de ene met betrekking tot de andere". Toch is de hier ter bereiking van dat doel gevolgde methode niet bepaald gelukkig te noemen. Behalve in artikel 23 legt het ontwerp tussen de verschillende pensioenregelingen immers een verband, zonder de teksten waarin die regelingen zijn vastgesteld, uitdrukkelijk te wijzigen.

De voorwaarden voor het toekennen van een pensioen in een bepaalde regeling zullen dus tegelijk in de specifieke teksten van die pensioenregeling en in de thans

.../...

ontworpen wet staan. De teksten van die pensioenregeling zullen dus niet door invoeging van de nieuw vastgestelde regelen bijgewerkt worden.

Men werke liefst niet met zulk een wetgevingstechniek. Doet men het toch, dan moet er alleszins een omwerking van de verschillende geldende teksten volgen. Hoe nuttig het zou zijn, voor de wetsbepalingen een nieuwe tekst vast te stellen, blijkt vooral inzake pensioenen van het Rijkspersoneel.

De desbetreffende bepalingen liggen verspreid over een aantal afzonderlijke wetten en zijn dan ook weinig overzichtelijk. Een nieuwe tekst voor heel die wetgeving ware gewenst. Dat zou meteen een gelegenheid zijn om sommige regelen daarvan te verduidelijken.

\+

\+ \+

Artikel 1.

Dat artikel zegt, dat het ontwerp toepassing vindt op de pensioenen "die worden toegestaan bij toepassing van een statutair stelsel ...".

Ter wille van de overeenstemming met het ontwerp dat thans bij de Senaat aanhangig is, ware het verkieslijk de woorden "statutair stelsel" te vervangen door "pensioenregeling van de openbare sector".

.../...

Als inleidende volzin voor artikel 1 krijgt men dan :

"Deze wet geldt voor de rust- en de overlevingspensioenen die worden verleend met toepassing van een pensioenregeling van de openbare sector en die ten laste komen van : ...".

+

In artikel 1 onder a is bepaald, dat het ontwerp toepassing vindt op de pensioenen ten bezware van de "Openbare Schatkist of van de Rijkswerkliedenkas". Te oordelen naar hetgeen de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, wenst de Regering echter niet, dat het ontwerp ook geldt voor pensioenen die worden uitgekeerd aan het Afrikapersoneel dat daarvoor ingevolge de wet van 14 maart 1960 en de gecoördineerde wetten van 21 mei 1964 Staatswaarborg genoot.

Aan artikel 1 voege men dus een nieuw lid toe, als volgt :

"Deze wet geldt niet voor de rust- en overlevingspensioenen van de leden van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika".

+

+ +

.../...

De tekst onder d leze men zo :

"d) de instellingen waarop de wet van ... toepasselijk is verklaard".

+

Onder e schrijve men "waarvan de pensioenregeling bestaanbaar is met die van de andere openbare besturen en die worden aangewezen bij een koninklijk besluit".

Onder die letter is bepaald, dat dit koninklijk besluit wordt vastgesteld "op advies van het betrokken organisme",dit wil zeggen de openbare instelling of de instelling van openbaar nut. Men stelle duidelijk, dat het advies door het beheerslichaam van die instelling wordt gegeven.

+

\+ +

Artikelen 2 en 3.

In artikel 2, eerste lid, vervange men "de in artikel 1 bedoelde stelsels" door "de in artikel 1, eerste lid, vermelde regelingen".

In het tweede lid van dat artikel vervange men "statutair stelsel" door "pensioenregeling van de openbare sector".

.../...

De derde volzin van het artikel 3 stelle men als volgt :

"Nochtans worden de diensten waarvoor het personeelslid onderworpen was aan een door andere besturen of instellingen beheerde regeling in aanmerking genomen naar rata van één zestigste, per jaar dienst, van het bedrag dat tot grondslag voor de berekening van het pensioen dient".

+

\+ +

Artikel 4.

Dat artikel voorziet wel in het geval, dat de cumulatie van verschillende openbare ambten eindigt vóór de inrustestelling en één van de gelijktijdig uitgeoefende ambten na die cumulatie verder wordt vervuld. Het rekent echter niet met de mogelijkheid, dat de titularis van verschillende openbare ambten deze tot zijn inrustestelling blijft cumuleren. Artikel 5 doet dat wel, maar werkt alleen met de onderstelling, dat de gelijktijdig uitgeoefende ambten ook alle een werkelijk recht op pensioen verlenen. Het ontwerp gaat dus voorbij aan het geval, dat cumulatie van ambten, waarvan één geen recht op pensioen verleent, eerst met de inrustestelling eindigt. Om daarin te voorzien, wordt in overleg met de gemachtigde van de Minister voorgesteld, artikel 4 als volgt te lezen :

.../...

"Zijn de in artikel 2 bedoelde diensten over een bepaalde periode gelijktijdig verstrekt, dan wordt voor die periode alleen rekening gehouden met de diensten gepresteerd in de loopbaan die de betrokkene werkelijk recht verleent op een pensioen als bedoeld in artikel 1, eerste lid".

\+

\+ +

Artikel 5.

Artikel 3 vindt maar toepassing waar artikel 2 geldt. Daarom ook vervange men de woorden "De bepalingen van de artikelen 2 en 4 worden niet toegepast" door "De artikelen 2 tot 4 vinden geen toepassing ...".

De eerste volzin van artikel 5 spreekt van hem "die ... werkelijk op de toekenning van afzonderlijke rustpensioenen kan aanspraak maken". Men zou duidelijk moeten stellen dat het hier gaat om rustpensioenen als bedoeld in artikel 1, eerste lid.

De woorden "andere machten of organismen" in de tweede volzin mangelt het aan duidelijkheid. Te oordelen naar hetgeen de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, worden hier bedoeld de andere besturen of instellingen dan die waar gelijktijdig diensten zijn verstrekt.

Het ontwerp rekent wel met het geval, dat de gelijktijdige diensten gepresteerd werden vóór de diensten die de betrokkene onder een pensioenregeling hebben doen

.../...

vallen waarvan de last wordt gedragen door een ander bestuur of een andere instelling dan dat of die waar de gelijktijdige diensten zijn verstrekt. Het zegt echter niets over het geval, dat iemand na met het presteren van gelijktijdige diensten te hebben opgehouden een betrekking bekleedt waardoor hij onder een pensioenregeling komt te staan waarvan de last wordt gedragen door een ander bestuur of een andere instelling dan dat of die waar hij die gelijktijdige diensten heeft volbracht. Daarin ware te voorzien met een bepaling die het tweede lid van artikel 5 zou worden.

Met inachtneming van hetgeen hierboven is opgemerkt, wordt voor artikel 5 de volgende redactie in overweging gegeven :

"De artikelen 2 tot 4 vinden geen toepassing op gelijktijdig verstrekte diensten als de betrokkene, wegens die diensten, de voorwaarden heeft vervuld voor het toekennen van de in artikel 1, eerste lid, bedoelde afzonderlijke rustpensioenen. De diensten die de betrokkene vóór die gelijktijdige diensten heeft gepresteerd en waardoor hij onderworpen is geweest aan een rustpensioenregeling ten laste van een ander bestuur of een andere instelling dan dat of die waar de gelijktijdige diensten zijn verstrekt, komen voor de toekenning en de berekening van een enig pensioen in aanmerking in die van de op de gelijktijdige diensten toepasselijke regelingen waar ze het gunstigst uitvallen.

.../...

Heeft de betrokkene gelijktijdige diensten verstrekt waardoor hij niet werkelijk aanspraak kan maken op een pensioen als bedoeld in artikel 1, eerste lid, en heeft hij daarna, tot bij zijn inrustestelling, een ambt vervuld waardoor hij onderworpen is geweest aan een pensioenregeling ten laste van een ander bestuur of van een andere instelling dan dat of die waar de gelijktijdige diensten zijn verstrekt, dan wordt voor de toekenning en de berekening van het enig pensioen rekening gehouden met datgene van de gelijktijdig vervulde ambten waarvan de inaanmerkingneming het gunstigst uitvalt".

Het tweede lid van dat artikel is geredigeerd in overleg met de gemachtigde van de Minister.

\+

\+ +

Artikel 6.

De verwijzing naar artikel 1 vulle men aan met "eerste lid"; aan het slot van het artikel leze men "bedoelde" in plaats van "voorziene".

\+

\+ +

Artikel 7.

De woorden "in artikel 1 bedoelde stelsels van overlevingspensioenen" vervange men door "de in artikel 1, eerste lid, vermelde overlevingspensioenregelingen".

\+

\+ +

.../...

Artikel 8.

In dat artikel schrijve men : "... door het bestuur of de instelling die de overlevingspensioenregeling beheert" en vervange men verderop "beschikkingen" door "bepalingen".

\+

\+ +

Artikel 9.

Hier is dezelfde opmerking te maken als bij artikel 4. Voorgesteld wordt, het artikel als volgt te stellen :

"Indien de diensten of perioden waarvan sprake in artikel 7 gelijktijdige diensten of perioden zijn, wordt voor dat deel van de loopbaan alleen rekening gehouden met de diensten of perioden uit de loopbaan die werkelijk recht verleent op een pensioen als bedoeld in artikel 1, eerste lid".

\+

\+ +

Artikel 10.

Bij dat artikel is hetzelfde op te merken als bij artikel 5. Voorgesteld wordt, het als volgt te redigeren :

.../...

"De artikelen 7 tot 9 vinden geen toepassing als de gelijktijdige diensten of perioden aanleiding geven tot het toekennen van pensioenen als bedoeld in artikel 1, eerste lid. De diensten of perioden van vóór die gelijktijdige diensten of perioden en krachtens welke de ambtenaar onderworpen was aan een overlevingspensioenregeling ten laste van een ander bestuur of een andere instelling dan dat of die waarop de gelijktijdige diensten of perioden betrekking hebben, komen voor de toekenning en de berekening van een enig pensioen in aanmerking in die van de op de gelijktijdige diensten of perioden toepasselijke regelingen waar ze het gunstigst uitvallen.

Is op de gelijktijdige diensten of perioden uitoefening gevolgd van een ambt waardoor de overleden ambtenaar onderworpen was aan een overlevingspensioenregeling ten laste van een ander bestuur of een andere instelling dan dat of die waarop de gelijktijdige diensten of perioden betrekking hebben, dan wordt voor de toekenning en de berekening van het enig pensioen rekening gehouden met die van de gelijktijdige diensten of perioden waarvan de inaanmerkingneming het gunstigst uitvalt".

Het tweede lid van dat artikel is gesteld in overleg met de gemachtigde van de Minister.

\+

\+ \+

Artikel 11.

Dat artikel leze men zo :

"De stortingen welke een ambtenaar die met verlof is, in disponibiliteit zonder wedde is gesteld,

.../...

ontslag heeft genomen, ontslagen of afgezet is, verricht heeft met het oog op het behoud van zijn deelneming aan de overlevingspensioenregeling waaraan hij onderworpen was, worden niet meer aanvaard zodra de ambtenaar, wegens een nieuwe beroepswerkzaamheid, onder een van de in artikel 1, eerste lid, vermelde overlevingspensioenregelingen valt".

Dat artikel maakt voor hen die voor het ontwerp in aanmerking komen, een einde aan de huidige regeling volgens welke de titularis van een openbaar ambt, als hij zijn betrekking neerlegt, vrijwillig stortingen kan doen bij de instelling die de overlevingspensioenen beheert. Wie opnieuw in dienst komt in een betrekking die recht verleent op een in artikel 1 van het ontwerp vermeld pensioen (in de voorgestelde tekst : artikel 1, eerste lid), zal geen zulke stortingen meer kunnen verrichten.

Het ligt, te oordelen naar hetgeen de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, niet in de bedoeling van de Regering aan de verbintenissen tot vrijwillige storting die vóór de inwerkingtreding van de nieuwe wet zijn aangegaan, een einde te maken als de betrokkene reeds vóór die datum opnieuw in dienst is gekomen in een betrekking die recht verleent op een pensioen vermeld in artikel 1 van het ontwerp (in de voorgestelde tekst : artikel 1, eerste lid).

Er wordt dan ook in overweging gegeven, aan artikel 11 een lid toe te voegen, als volgt :

.../...

"Tot het verder verrichten van de in het eerste lid bedoelde stortingen zijn echter gemachtigd zij die bij de inwerkingtreding van deze wet zulke stortingen hebben gedaan en die wegens een nieuwe beroepswerkzaamheid reeds onderworpen zijn aan een van de overlevingspensioenregelingen vermeld in artikel 1, eerste lid".

\+

\+ +

Artikel 12.

Voorgesteld wordt, de woorden "in artikel 1 bedoelde" te vervangen door "in artikel 1, eerste lid, vermelde",en te schrijven "krachtens dit hoofdstuk" in plaats van "krachtens artikel 7".

Het opschrift van hoofdstuk IV leze men zo "Verplichtingen rustend op de verschillende openbare besturen en instellingen".

\+

\+ +

Artikel 13.

Men vervange "bij art... voorziene" telkens door "in art.... bedoelde".

Men schrijve : "... van de volgende, specifieke gegevens voor ieder van de ter ene en ter andere zijde uitgeoefende ambten".

.../...

Onder 2° leze men "de bezoldigingsregeling" in plaats van "het geldelijk statuut".

\+

\+ +

Artikel 14.

In het eerste lid schrijve men "te zijnen laste komende aandeel" en "... die het pensioen betaalt".

Aan het eind van het tweede lid leze men : "... ingevolge wijziging in de factoren die een rol spelen in de overeenkomstig 1° en 3° van artikel 13 te verrichten verdeling".

\+

\+ +

Artikel 15.

Het eerste lid van dat artikel stelle men als volgt :

"Voor de toepassing van artikel 13, 2°, kan de Koning fictieve weddeschalen vaststellen voor ambten die niet meer bestaan of waarvan de wedde de algemene evolutie van de bezoldigingen niet heeft gevolgd".

Voor het tweede lid wordt de volgende lezing in overweging gegeven :

.../...

"Die koninklijke besluiten worden vastgesteld op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken als ze betrekking hebben op ambten uitgeoefend in de in artikel 1, eerste lid, b, vermelde openbare diensten, op de voordracht van de Minister die de instelling controleert, als ze betrekking hebben op ambten uitgeoefend bij de in artikel 1, eerste lid, c, d en e, vermelde instellingen, en op de voordracht van de Minister van Financiën in de overige gevallen".

\+

\+ +

Artikel 16.

De woorden "bedoeld in artikel 1" vervange men door "vermeld in artikel 1, eerste lid", en in het eerste lid het woord "voorziene" door "bepaalde".

\+

\+ +

Artikel 17.

Voorgesteld wordt, dat artikel als volgt te lezen :

"Wanneer iemand die een op pensioen van de openbare sector recht gevende betrekking bekleedde, de dienst van een aan deze wet onderworpen bestuur of instelling verlaat en onmiddellijk daarop of later in

dienst treedt van een ander bestuur of een andere instelling waarvoor eveneens de bepalingen van deze wet gelden, is dat bestuur of die instelling gehouden de besturen of de instellingen die het personeelslid vroeger in dienst hebben gehad, daarvan kennis te geven. Die kennisgeving moet geschieden vóór het verstrijken van een termijn van drie maanden ingaande op de dag dat het personeelslid zijn nieuw ambt opneemt".

\+

\+ +

Als opschrift van hoofdstuk V schrijve men "Diverse bepalingen".

\+

\+ +

Artikel 18.

De eerste volzin leze men zo : "De leden van ... zijn bij hun oppensioenstelling geacht de volle aan hun ambt in het onderwijs verbonden wedde te hebben genoten indien de bezoldigde werkzaamheid waarvan sprake in voornoemde bepaling geen loopbaanbetrekking is en geen aanleiding kan geven tot het toekennen van een rustpensioen ten laste van de Openbare Schatkist of van enige pensioenregeling ...".

In de tweede volzin schrijve men:"volle" in plaats van "volledige".

\+

\+ +

.../...

Artikel 19.

Het begin van dat artikel stelle men zo : "De perioden tijdens welke iemand die aan een der in artikel 1, eerste lid, vermelde regelingen onderworpen is, verlof wegens een syndicale opdracht heeft bekomen of bij een ministerieel kabinet gedetacheerd is geweest met doorbetaling van de volle wedde vanwege het bestuur of de instelling waaronder hij vast ressorteert, ...".

In het opschrift van hoofdstuk VI leze men "opheffingsbepalingen" in plaats van "intrekkingsbepalingen".

\+

\+ +

Artikel 20.

In het begin van het eerste lid schrijve men : "Toestanden die ... zijn geregeld" en, aan het slot van dat lid : "... volgend op die waarin zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

In het tweede lid leze men : "Herzien kunnen alleen worden de ..." en "een der pensioenregelingen".

\+

\+ +

.../...

Artikel 21.

Dit artikel stelle men als volgt :

"Artikel 12 is niet van toepassing op cumulaties van overlevingspensioen ontstaan vóór de datum waarop deze wet uitwerking heeft".

\+

\+ \+

Artikel 22.

Het eerste lid herinnert alleen maar aan het beginsel van de stilzwijgende opheffing en kan dus vervallen.

Het tweede lid leze men zo :

"Heeft iemand die onder een pensioenregeling van openbare sector valt, op de dag van de inwerkingtreding van deze wet diensten verstrekt bij een bestuur of een instelling vermeld in artikel 1, eerste lid, dan kan hij binnen zes maanden na zijn inrustestelling vragen, dat zijn pensioen wordt berekend overeenkomstig de wetten en verordeningen die golden vóór de inwerkingtreding van deze wet.

De last blijft in dat geval onder de verschillende besturen en instellingen verdeeld op de wijze bij deze wet bepaald".

\+

\+ \+

.../...

Artikel 23.

Men leze "12 juni 1947" in plaats van "12 juli 1947" en "worden opgeheven" in plaats van "zijn weggevallen".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
Ch. SMOLDERS, staatsraden,

P. ANSIAUX, assesseurs de la section de législation,
P. DE VISSCHER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.
Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.